

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

EST GRANULATS

Espace Plein Sud II
12B rue des Hérons
67960 ENTZHEIM

Code AIOT : 0006700055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement EST GRANULATS implanté Oberrhieth - Nonnenweierschlag - Kastlau - ZERC4 - 67150 GERSTHEIM. L'inspection a été annoncée le 15/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST GRANULATS
- Oberrhieth - Nonnenweierschlag - Kastlau - ZERC4 - 67150 GERSTHEIM
- Code AIOT : 0006700055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Est Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires à Gerstheim.

L'extraction est réalisée en eau à la drague à grappin.

Les matériaux extraits sont traités sur place avant d'être en majorité expédiés par voie fluviale.

L'exploitant extrait actuellement les matériaux dans la partie ouest du plan d'eau (mise en eau de la zone en progression par décapage vers l'ouest).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Défrètement du gisement - Plan d'exploitation
- Distances de recul - relevés et profils des berges
- Eaux de procédé
- Porter à connaissance de mars 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a déposé un porté à connaissance en mars 2023 pour obtenir l'augmentation de la profondeur maximale d'exploitation. L'instruction de cette demande sera subséquente à la réception des plans d'exploitation, relevés bathymétriques et profils réalisés en octobre 2023 et à leur analyse.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Défruitement du gisement	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stabilité de la berge EST	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3	/	Sans objet
3	Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 15 de l'annexe 1	/	Sans objet
4	Pentes des talus	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe I	/	Sans objet
5	Distance de recul berges	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 9 de l'annexe 1	/	Sans objet
6	Méthode de repérage de l'engin d'extraction	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe 1	/	Sans objet
7	Rejets d'eaux de procédé	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 19	/	Sans objet
8	Accueil de matériaux inertes	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	/	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le fond de fouille théorique n'a pas été atteint dans l'intégralité de la zone concernée par la phase 1 (partie est). L'exploitant a fait réaliser des investigations géophysiques pour déterminer la nature des matériaux. Elles ont révélé la présence d'une couche de 15 à 25 mètres de matériaux potentiellement valorisables. Elle est toutefois située sous une couche plus ou moins épaisse de matériaux fins. L'exploitant prévoit l'extraction de ce gisement dans une phase ultérieure, de défrêtement final du gisement, avec la mise en place d'une autre technique d'exploitation. L'exploitant s'engage sous un mois par écrit sur cette disposition.

La distance de recul n'est pas respectée le long de la berge est, cette situation est historique et l'exploitant a procédé aux relevés demandés pour s'assurer de la stabilité du secteur.

L'exploitant poursuit l'exploitation de la zone d'extraction par un décapage de la partie ouest du secteur de la phase actuelle, dans le périmètre autorisé par les arrêtés préfectoraux du 29/01/1986 et du 11/08/2009. L'exploitant indique le déplacement du merlon matérialisant la zone de danger, conformément aux conditions fixées à l'article 8 de l'arrêté du 11/08/2009.

L'exploitant s'engage sous un mois à fournir par écrit et par voie numérique les plans d'exploitation, relevés bathymétriques, coupes d'étude permettant de confirmer les constats des points de contrôles 1,2,3,4,5 et 6.

L'exploitant s'engage sous un mois à fournir par écrit ou par voie numérique les résultats des analyses de surveillance des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défrusement du gisement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Défrusement
Prescription contrôlée : L'exploitant se positionne sur la faisabilité et sur l'intérêt de l'exploitation des matériaux encore présents en partie est de la phase d'exploitation 1 au-dessus de la limite d'exploitation autorisée, compte tenu de la nature des matériaux présents. Le volume de matériaux valorisables susceptibles d'être concerné est évalué et précisé. Le positionnement est justifié sur la base d'éléments technico-économiques. Le positionnement de l'exploitant et les éléments justificatifs sont présentés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant argumente sur la base de la connaissance de l'état du gisement du secteur (partie nord-est de la phase 1), et sur l'expérience des techniques d'extraction que l'exploitation de cette ressource ne sera pas possible dans la phase actuelle ou les prochaines. L'exploitant prévoit cette exploitation dans une phase de défrusement finale conduite avec une autre technique d'extraction, par aspiration. Cette phase nécessite l'investissement ou la location par l'exploitant de machines. L'exploitant devra s'engager sous un mois par écrit sur le défrusement complet du gisement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stabilité de la berge EST

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Distance de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant fait établir, sur la base des derniers relevés bathymétriques, des profils répartis tous les 100 mètres le long de la berge est de la carrière de Gerstheim (zone située le long du Brunnwasser). Sur la base de ces profils, l'exploitant analyse la conformité des pentes des talus aux dispositions de l'article 11 de l'annexe I de l'arrêté du 11/08/2009. Il transmet les profils et les résultats de l'analyse à l'inspection, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les relevés établis en octobre 2023. L'observation de ces relevés permet d'établir l'absence d'activité d'extraction dans la zone et la stabilité de la zone, à l'exception de la zone sud décrite au profil "G" présenté lors de l'inspection, zone pour laquelle l'analyse comparative n'a pas été possible, et pour laquelle l'exploitant s'engage à fournir un comparatif des relevés antérieurs avec ceux d'octobre 2023 sous un mois. La transmission de ces éléments devra être effectuée par courrier et par voie numérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 15 de l'annexe 1
--

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : 14. Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/1000e. [...] 15. Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 14 au moins une fois par an, par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques et des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le plan et les relevés bathymétriques réalisés en octobre 2023. Le plan et les relevés bathymétriques n'appellent pas de remarque supplémentaire, à l'exception du point de contrôle N° 2 du présent rapport. L'exploitant poursuit la progression de la zone d'extraction, par décapage vers l'ouest, dans le périmètre autorisé par les arrêtés préfectoraux du 29/01/1986 et du 11/08/2009. L'exploitant indique le déplacement du merlon délimitant à l'ouest la zone dangereuse des travaux d'exploitation, en réponse de conformité aux conditions fixées à l'article 8 de l'arrêté du 11/08/2009. L'exploitant devra porter attention au respect des prescriptions de l'alinéa 2 de l'article 8 de l'arrêté du 11/08/2009 : sécurisation de l'accès à la zone dangereuse, sans obstacle à la circulation des eaux superficielles. Cette disposition devra être justifiée par l'exploitant par écrit sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Pentes des talus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Pentes des talus
Prescription contrôlée : Les talus sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de : - 1/2,5 pour les parties situées sous la cote des plus hautes eaux décennales
Constats : L'exploitant a présenté 7 profils associés au plan d'exploitation et établis à partir des relevés bathymétriques réalisés en octobre 2023. La comparaison des profils de 2023 avec ceux des années précédentes n'appellent pas de remarques, à l'exception des éléments du point de contrôle N° 2 du présent rapport. L'exploitant a adressé un porter à connaissance en mars 2023 aux services de la préfecture, pour une modification de la profondeur maximale d'exploitation. Ce porter à connaissance fera l'objet d'une instruction subséquente à la transmission des plans, relevés et éléments d'analyse par l'exploitant. L'exploitant a anticipé l'autorisation d'augmentation de profondeur de creusement demandée par le porter à connaissance de mars 2023 dans le paramétrage de l'outil de pilotage de la drague : la limite paramétrée fixée dans l'outil était à 75 m, au lieu de 60 m de profondeur. Lors de la visite, il a été constaté que les agents d'exploitation respectent la consigne établie de ne pas dépasser la limite de profondeur de 60 m actuellement fixée par l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2009 autorisant l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Distance de recul berges

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 9 de l'annexe 1

Thème(s) : Autre, Distance de recul berges
Prescription contrôlée : Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé défini à l'article 1er [...]. Cette distance de sécurité est portée à 50 mètres le long des cours d'eaux du Brunnwasser et du Muhlbach, à 20 mètres le long du ruisseau dit Hanfgraben (fossé communal) et à 40 mètres le long de la RD124.
Constats : L'inspection a permis de constater le remblaiement par l'exploitant de la zone concernée par l'incident de l'effondrement de la berge ouest, signalé le 15/11/2021. Les dépassements des distances de reculs historiques du site sont toujours présents, sur les berges dans le secteur du Brunnwasser. L'exploitant a présenté à l'inspection les plans et relevés bathymétriques réalisés en octobre 2023 qui permettent de constater la stabilité des berges, à l'exception de la zone indiquée dans le point de contrôle n°2 du présent rapport. L'exploitant indique à l'inspection un éventuel porter à connaissance à venir concernant une demande de réduction de 2 (deux) mètres de la distance de recul au long de la RD124 pour permettre l'aménagement par la collectivité territoriale d'une piste cyclable. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'adapter les mesures de sécurisation des zones dangereuses en adéquation avec le futur aménagement attenant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Méthode de repérage de l'engin d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe 1
Thème(s) : Autre, Méthode de repérage de l'engin d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant définit une méthode de repérage des engins d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'inspection permet d'établir le respect des limites de creusement établies par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 11/08/2009. L'inspection constate le paramétrage sur les systèmes informatiques de pilotage de la drague de limite de creusement au-delà de la limite prévue par l'arrêté sus-mentionné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets d'eaux de procédé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 19
Thème(s) : Autre, Rejets d'eaux de procédé
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : Le rejet d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'intérieur du site est interdit. Ces eaux sont intégralement décantées. Le bassin de décantation sera régulièrement curé. Le circuit de récupération des sables et matières en suspension est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les étapes et résultats du traitement des eaux de procédé :
- bassin de décantation élaboré sous forme de chenal vers le plan d'eau délimité par une digue ;
- installations pérennes de canalisation des boues de curage vers le chenal ;
- méthodes et programmation de curage du chenal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accueil de matériaux inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46
Thème(s) : Autre, Accueil de matériaux inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>III. - Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :</p> <p>1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :</p> <p>a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut.</p> <p>2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :</p> <p>a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas. Dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection permet de constater l'absence d'activité de stockage relevant de la rubrique 2517 sur le site.</p> <p>L'exploitant précise que cette activité était annexe et temporaire dans le cadre particulier d'un contrat commercial avec un client.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article 25
Thème(s) : Autre, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N° de repère actuel	N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	profondeur de l'ouvrage	Diamètre
Piezomètre Amont N°1	03082X0138/PZ1	Amont	10,35 m	52 mm
Piezomètre Aval N°2	03082X0261/PZ2	Aval	10,50 m	52 mm
Piezomètre Aval N°3	03082X0062/PZ2	Aval	11,05 m	64 mm

[...]

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec fréquences trimestrielles : PH, Titre Hydrotimétrique, Conductivité, Chlorures, Sulfates, Nitrates F, Carbone Organique Total, Hydrocarbures totaux.

Le niveau piézométrique des ouvrages de surveillance est relevé à chaque prélèvement d'échantillon pour analyse.

[...]

L'exploitant transmet à l'inspection les résultats des analyses, accompagnées de commentaires avant le 15 du mois qui suit chacun des quatre trimestres de l'année.

La transmission électronique est envisageable. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de cinq ans.

Constats :

L'exploitant déclare la conformité des résultats d'analyse avec les normes en vigueur et s'engage à transmettre à l'inspection les résultats des analyses par courrier ou par voie numérique sous un mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet